

La nation dans tout son état

1^{ère} partie : Naissance de la nation

Éruption d'une « nation française » après 1789, émergence au XIX^e siècle de « nationalités » porteuses de revendications « nationalitaires », « nationalismes » virulents et bellicistes, mouvements de « libération nationale » dans le tiers-monde, éclatement et création d'États se voulant « nationaux » fin XX^e siècle, apparition de structures supranationales rivalisant avec les États...

Cet essai part de l'hypothèse que les sociétés et leur évolution sont déterminées par la manière dont les êtres humains produisent leurs conditions d'existence matérielle, que la façon d'organiser leur vie commune en découle, et que « la nation » en est une forme. Telle que nous la connaissons, pourquoi naît-elle à l'époque moderne ? Quel rapport avec le capitalisme ? Enfin, le capitalisme aurait-il tellement changé que cette forme serait dépassée... ou, au contraire, son évolution contemporaine provoquerait-elle un retour du nationalisme ?

Nation & capital

Beaucoup s'accorderaient pour appeler *nation* la forme que prend un peuple quand il s'organise politiquement sur un territoire... mais qu'est-ce qu'un *peuple* ? Au lieu de chercher une définition de la nation, c'est de l'État qu'il faut partir et, pour comprendre l'État, partir du capitalisme. La nation ne se définit pas à partir d'elle-même, mais de la possibilité – ou non – d'un développement capitaliste autocentré sur un territoire maîtrisé, militairement mais aussi fiscalement, avec une classe bourgeoise économiquement souveraine sans toujours exercer directement le pouvoir politique : jusqu'en 1918, l'essor capitaliste prussien, puis allemand, s'est effectué avec un personnel dirigeant issu de couches précapitalistes.

La nation suppose cette création moderne, l'individu, un être débarrassé des attaches de la naissance et en principe « libre » de devenir bourgeois ou prolétaire, et elle répond à la nécessité de relier ces individus en une communauté nouvelle lorsque les précédentes ont été disloquées. Là est une grande différence avec les mondes anciens. Extérieurs à la société, les esclaves ne peuvent pas (et n'ont pas à) faire partie d'une « nation » athénienne. Ni les serfs dans la France moyenâgeuse. Les prolétaires modernes, eux, vivent dans la même société que les bourgeois. Et justement, au-delà des individus, la nation réunit des classes.

C'est au XVIII^e siècle que le terme prend le sens que nous connaissons, et qui s'imposera après 1789. En 1776, Adam Smith théorise *La Richesse des nations*. Les sociétés bouleversées par la révolution industrielle et l'avènement de la marchandise créent l'unité politique, l'efficacité productive et l'imaginaire collectif dont elles ont besoin. La société capitaliste réunit ses composants, et d'abord ses deux classes fondamentales, bourgeoisie et prolétariat, comme aucune société antérieure ne l'avait fait, parce que ses composants sont « libres » comme jamais avant, c'est-à-dire qu'ils ne sont liés que par la nécessité économique : l'argent de l'un achète le travail de l'autre. Le capitalisme trouve son unité dynamique en lui-même, et non pas, en tout cas beaucoup moins et de moins en moins, en des liens de sang, d'origine, de sexe, de race, et des privilèges ou obligations de naissance.

En particulier les métiers cessent d'être héréditaires par tradition, parfois même réservés à certains groupes ethniques.

Le capitalisme tend à homogénéiser ceux qui vivent sous sa logique, à traiter les humains comme interchangeables, car il pose comme principe l'équivalence de tout : être, produit, activité... tout doit être mesurable, comparable, substituable. Avec 100 \$ en poche, n'importe qui achète tout ce qui est à vendre pour 100 \$. Aucun obstacle de principe ne s'oppose à ce qu'un prolétaire devienne patron, et les pays capitalistes « avancés » connaissent une tendance – contradictoire et jamais achevée – à l'atténuation des discriminations de sexe et de couleur, et à la dissolution de contraintes autrefois vécues comme faits de nature. Cette libération désagrège ce qu'il faut bien réunir, et la nation est – jusqu'à nos jours inclus – la façon dont le capitalisme recompose son « matériel humain ». Sous la règle (souvent démentie par les faits) de l'égalité formelle, un prolétaire est employable comme un autre : le bourgeois embauche le plus productif, le plus rentable. De même en politique, le vote d'un citoyen en vaut un autre : sorti de l'urne, le bulletin d'un bourgeois est comptabilisé comme « une voix », celui d'un prolétaire aussi. Comme le marché met en relation des supposés égaux dans le domaine économique, la nation réunit des êtres égaux *politiquement*, non en fait, mais en droit. Tel n'était pas le cas sous Louis XIV en France : cela l'est devenu après 1789 et au XIX^e siècle, et n'est pas près de l'être aujourd'hui en Birmanie.

Cette cohésion et cette adhésion ne se sont pas constituées à partir de rien, mais sur des héritages historiques triés et recombinaés de mille façons. Le mode de production capitaliste détermine globalement les évolutions d'un monde qu'il n'a pas créé mais qu'il domine. Par exemple, s'il est impossible de comprendre l'évolution contemporaine de la Libye – et l'échec d'y construire un État national – en ignorant la persistance des tribus comme force sociale, celles-ci n'exercent d'influence qu'en fonction des rapports capitalistes dans ce pays et dans le reste du monde.

Nation & travail

En revendiquant des droits politiques pour ceux qui produisent la richesse dans *Qu'est-ce que le Tiers-État ?* (énorme succès de librairie à la veille de la Révolution française), Sieyès affirmait les exigences d'une nation : « *La nation existe avant tout, elle est l'origine de tout.* » Il importe de lui donner par des institutions adéquates la représentation politique correspondant à sa réalité sociale. Puisque la nation est homogène (ou supposée telle : dans la population vivant alors en France, beaucoup ne parlent pas français), le corps politique doit l'être aussi, exercer son pouvoir par une Assemblée unique, et exprimer sa volonté nationale par des organes constitutionnels. Alors qu'en 1766, Louis XV pouvait encore affirmer : « *Les droits et les intérêts de la nation [...] sont nécessairement réunis dans mes mains* », Sieyès affirme en 1789 : « *La nation est un corps associé vivant sous une loi commune et représenté par la même législature.* » C'est ce qu'obtiennent les députés du Tiers le 27 juin 1789 en obligeant le roi à accepter la fusion des trois corps en une seule et même assemblée. Si le « *principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la nation* » ([Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, Article 3](#)), il est exclu que coexistent des ordres étanches: de la diversité sociale, doit se dégager l'unité du pouvoir. Mais c'est du *travail* qu'il s'agit, et autant d'économie que de politique. En août 1789, comme en avance sur son temps, Sieyès déclare : « *Toute société ne peut être que l'ouvrage libre d'une convention entre tous les associés.* » Il en découle que « *tout citoyen est libre d'employer ses bras, son industrie, ses capitaux, ainsi qu'il le juge bon et utile à lui-même. Nul genre de travail ne lui est interdit. Il peut fabriquer et produire ce qui lui plaît, et comme il lui plaît* » Cette défense de la propriété (« *tout homme est le maître de disposer et d'user de son bien et de ses revenus* ») vaut aussi pour celui dont le seul

« bien » est sa capacité de travail. Chacun est propriétaire, l'un de « ses bras », l'autre de « capitaux », qui achèteront le travail du premier.

Mettre les prolétaires au travail et organiser le « système industriel » exigent des lois s'appliquant à tous, au lieu de droits spécifiques pour des catégories particulières, comme l'étaient Burgondes et Wisigoths dans le même royaume franc, ou Juifs et Musulmans dans l'empire ottoman.

L'État constitue un concentré de force politique, une administration, un monopole de la violence légitime. La nation, elle, se représente et est représentée, ce qui n'en fait pas une simple illusion, mais une réalité concrète, manifeste par un parlement, institution distincte à la fois de l'exécutif, des professions, des organisations religieuses, des rituels, des fêtes, des communions populaires... La vie de la nation passe par des partis politiques, organisations très éloignées des corps intermédiaires, effectivement nombreux et puissants sous l'Ancien Régime, qui n'y constituaient pas une sphère politique autonome.

Effet du développement du capitalisme, le fait national participe à la consolidation de ce mode de production.

Angleterre & France

La guerre civile anglaise coupe la tête d'un roi en 1649, mais s'achève sur un compromis durable. Dès le XVII^e siècle, les Anglais commencent à vivre sous un régime parlementaire qui accorde le droit de vote aux paysans moyens (*yeomen*) et, en ville, aux propriétaires de leur logement. La Chambre des Communes restera longtemps la représentation politique des plus riches possédants, mais au fil des siècles les grands propriétaires fonciers y perdent le monopole du pouvoir, au profit des bourgeois (commerçants, financiers et industriels), dont l'influence sur l'exécutif ira croissante.

Après la période insurrectionnelle luddiste (1811-1817), le capitalisme anglais parvient à contenir les vagues de révolte prolétarienne. Le massacre de Manchester en 1819 (plusieurs dizaines de morts, des centaines de blessés), resté dans la mémoire collective sous le nom de *Peterloo*, sera la dernière répression sanglante à cette échelle. Quand le chartisme, ample mouvement populaire revendiquant autant des réformes sociales que le suffrage universel, prépare une grève générale d'un mois en 1839, elle s'arrête au bout de quelques jours. En 1848, l'insurrection londonienne tant redoutée par le gouvernement se résorbe en meeting géant. En résumé, à mesure que le capitalisme anglais s'affirme et s'impose dans le monde, il pacifie sa classe ouvrière et lui ouvre même, bien sûr sous la pression, une représentation politique, par une série de lois élargissant le droit de vote, jusqu'au suffrage féminin en 1918.

Sans jamais s'apaiser outre-Manche, la lutte de classes n'y a jamais éclaté en poussée insurrectionnelle. L'« inclusion », très graduelle et souvent remise en cause, du mouvement ouvrier à la société capitaliste, se traduit politiquement en 1924 par la première et brève venue au pouvoir du parti du travail (neuf mois). Le deuxième gouvernement travailliste formé en 1929, dirigé par MacDonald, décide deux ans plus tard de s'allier aux Conservateurs en une Union Nationale. Désavoué et exclu par son parti, MacDonald crée un nouveau parti, *National Labour*. Au long des années trente, le Labour chute mais, malgré la crise de 29, le chômage, la misère et les luttes ouvrières, le capitalisme britannique maintient non seulement la paix sociale mais aussi l'équilibre politique.

Très différente est l'évolution française.

Avant 1789, au contraire de l'Angleterre, la France n'a pas un seul parlement mais plusieurs dans diverses provinces. A l'origine simples cours de justice, les parlements ont aussi un rôle politique : ils enregistrent les actes royaux, d'où un droit de regard accru aux XVII^e et XVIII^e siècles sur les décisions du souverain, mais qui leur permet de les freiner,

plus rarement de les bloquer. Les parlementaires sont d'abord des hommes de loi, et les classes montantes, commerçantes et industrielles, y pèsent d'un bien moindre poids qu'aux Communes britanniques.

A l'époque de la Révolution française, la « nation » théorisée par Sieyès réunit les « patriotes », opposés au roi et à la monarchie absolue, car la « patrie » est celle du peuple en lutte contre ce qui l'opprime. Contre les privilèges iniques de la société d'ordres, « nation » est alors synonyme de justice sociale, grâce à la représentation d'une communauté formée de toutes les classes composant le peuple. Mais toute la population n'est pas *peuple* : les aristocrates en sont exclus, de même – pour certains patriotes plus radicaux – les accapareurs et les profiteurs de guerre.

A cet ensemble national, il faut son territoire, avec ses frontières et ses droits de douane, pour circonscrire un espace à l'intérieur duquel instaurer une taxation uniforme, contrairement à l'Ancien Régime divisé en régimes fiscaux différents selon les régions et les « pays ».

Mais au sein de cet espace, un « peuple » composé de tous ceux qui « travaillent » (au sens saint-simonien très large, incluant patrons, ouvriers, artisans, artistes, savants...) ne devient une réalité politique que si existent les conditions de cette réunion, en particulier si les prolétaires jouent le jeu en respectant le cadre démocratique naissant.

« *Désormais, le bulletin de vote doit remplacer le fusil* », lit-on en 1848 sous une lithographie de Bosredon, *L'Urne et le fusil*, qui illustre la conquête du suffrage universel (masculin) en France : un ouvrier pose son fusil contre le mur avant de glisser un bulletin dans l'urne. Or, quelques mois plus tard, l'ouvrier reprendra son arme et, avec plus d'intensité et de violence, de nouveau en 1871.

Au XX^e siècle, l'« Union Nationale » britannique de 1931 était une réussite politique bourgeoise, comparée à la discorde française des années trente, où seize gouvernements se succèdent entre 1932 et 1940. Puis c'est la rupture du régime de Vichy avec la République, et une réelle fracture nationale, une partie des Français entrant en Résistance contre l'occupant allemand, certains « nationalistes » choisissant paradoxalement l'accommodement avec l'ennemi (Vichy), voire l'alliance (pour les collaborateurs les plus extrêmes). L'union des classes devra attendre 1945, avec la participation gouvernementale des partis du travail (SFIO et PCF), mais la fin des années soixante a montré les limites de la pacification sociale-nationale.

Les communistes théorisent la nation

Chez Marx et Engels, c'est le développement du capital – et du mouvement ouvrier - qui oriente leur position sur la « question nationale ».

D'une part, pour eux, salarisation et prolétarianisation entraînent une polarisation sociale, par intégration progressive mais accélérée de la majorité de la population des pays industriels dans la classe du travail.

D'autre part, le développement capitaliste paraît être en train d'unifier le monde géographiquement, neutralisant ainsi les oppositions ethniques ou religieuses, et semble amoindrir sinon éliminer les divisions internes à chaque pays. Le capitalisme irait vers un effacement des frontières, que la révolution rendra effectif : « *Déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'elle entraîne.* » (*Manifeste*, 1848)

Pour Marx et Engels, si dévastatrice et oppressive soit-elle, la progression du capitalisme simplifie donc le problème. Ils estiment positive pour la révolution prolétarienne la marche vers les formes politiques les plus adéquates au développement capitaliste, les plus

unificatrices et universalisables, et ils sont persuadés qu'elles l'emporteront bientôt sur l'archaïsme.

Dans les pays déjà avancés dans le capitalisme, les prolétaires luttent sur un espace donné, unis par leur condition tout en appartenant à un ensemble géographique (quartier, ville, région, pays), avec chaque fois sa langue et sa culture spécifiques, mais l'ensemble national ne présente pas un obstacle majeur au mouvement prolétarien :

« *La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, en revêt cependant tout d'abord la forme. [...] Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur prendre ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat doit en premier conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe nationale, se constituer lui-même en nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens où l'entend la bourgeoisie.* » (Manifeste, 1848)

Quant aux pays arriérés, ils seront et sont déjà forcés de suivre la voie tracée par les grandes puissances comme l'Angleterre. Au point qu'en 1847 Engels juge positive la conquête par les États-Unis de la moitié du Mexique, l'extension d'un capitalisme moderne favorisant les perspectives de révolution sociale, y compris pour les Mexicains.

Cela n'empêche pas le rôle prééminent de certains peuples nationaux que leur place dans le système géopolitique pousserait à remettre en cause l'équilibre capitaliste mondial. Selon Marx, à son époque, l'ordre planétaire bourgeois repose sur l'alliance entre deux puissances que sinon tout oppose : la démocratique Angleterre et l'autocratique Russie. La première est ébranlée par le mouvement indépendantiste irlandais, la seconde par les soulèvements nationaux en Pologne. Sans nier l'existence de classes dans ces deux pays, Engels et Marx voient dans les *peuples* irlandais et polonais un levier révolutionnaire. Parce qu'ils déstabilisent les maîtres du monde, certains peuples seraient « nécessaires » à la lutte prolétarienne. D'autres, comme les Slaves du sud dont les aspirations nationales feraient le jeu de la Russie, sont qualifiés de « contre-révolutionnaires ».

« *La prochaine guerre mondiale ne se contentera pas de balayer de la surface de la terre des classes et des dynasties réactionnaires, mais aussi des peuples réactionnaires tout entiers. Et cela aussi, c'est un progrès.* » (Engels, 1849)

Si pour Marx et Engels l'action nécessaire et positive de *certain*s peuples ne risque pas de dévier de sa voie un prolétariat qui reste pour eux l'agent historique révolutionnaire essentiel, c'est qu'ils sont convaincus d'une irrésistible prolétarianisation du monde par le développement capitaliste dont la nation est le meilleur véhicule, développement qui de toute façon dépasse et effacera les barrières nationales. D'où la recherche des cadres politiques les mieux propices à l'essor de l'industrie et des échanges, de préférence de grandes unités géographiques : plutôt les États-Unis que le Mexique.

Les bourgeois théorisent la nation

Impossible de lire une étude sur la nation sans y trouver la formule d'Ernest Renan de 1882 : « *L'existence d'une nation est [...] un plébiscite de tous les jours.* »

Concernant la France, des faits historiques comme la Gaule, la guerre de Cent Ans ou 1789, explique Renan, valent seulement par la volonté d'en recréer et renouveler l'héritage : la nation française a été autant composée de mythes que de réalités. Si Renan présente la nation comme ce que l'on appellerait aujourd'hui un « construit social », susceptible de naître et de mourir, sa perception n'en est pas moins idéaliste : sur la base d'une origine commune, des hommes décident de s'associer. Le « plébiscite de tous les jours » donne à penser que la nation résulte d'une adhésion, d'un ensemble d'actes de mémoire délibérés, où par solidarité des sujets autonomes partagent souvenirs et amnésies, activité volontaire ayant sa propre dynamique qui ne résulterait pas de forces socio-politiques... encore moins de classes.

Renan est un historien *français*. En donnant la priorité à la fusion volontaire d'apports successifs, c'est de *la question allemande* qu'il traite, plus précisément de l'Alsace-Lorraine, dont implicitement il remet en cause l'annexion par l'Allemagne en 1871. Qu'importe que les Alsaciens soient germanophones : puisqu'ils ont *choisi* la nation française, l'Alsace, c'est la France. Le Renan de 1882 préparait 1914.

N'accablons pas Renan, expression de son époque.

A la nôtre, tout en se montrant généralement très critiques de la nation, des historiens (souvent les plus commentés) participent du même idéalisme que Renan : ils font reposer la nation sur un contrat implicite, à la différence qu'ils insistent sur sa dimension imaginaire. En particulier, Ernest Gellner et Benedict Anderson la définissent comme la construction d'un passé commun, d'une conscience collective et d'une homogénéisation culturelle. Mais de quoi cette « communauté imaginée » est-elle le produit ? (Et qu'est-ce qui viendrait la mettre en crise ?)

Idéologie, culture et éducation « unificatrices » fonctionnent, pour reprendre les mots de Renan, grâce à une unification *de tous les jours* sur un espace matériellement circonscrit. La circulation harmonisée des marchandises, du capital et du travail exige des frontières : pas de marché intérieur sans délimitation par rapport à un extérieur. Le *Zollverein* (Union douanière et commerciale entre États allemand, 1834) a plus contribué à l'unité du pays que le romantisme nationaliste, le folklorisme et l'université Humboldt de Berlin au XIX^e siècle, si brillante fût-elle.

Quand le mouvement ouvrier est national

En dépit de la complexité des cas particuliers, la « question nationale » se présentait pour Marx et Engels sous un jour assez simple : l'expansion capitaliste planétaire, produisant « *ses propres fossoyeurs* », réduisait peu à peu irrésistiblement les disparités ethniques (et religieuses). Marx écrivait en 1845 :

« La nationalité de l'ouvrier n'est pas française, ni anglaise, ni allemande, c'est le travail, l'esclavage libre, le marchandage de soi-même. Son gouvernement, n'est pas français, ni anglais, ni allemand, c'est le Capital. Son atmosphère natale n'est pas française, ni anglaise, ni allemande, c'est l'atmosphère de l'usine. Le sol qui lui appartient en propre n'est pas un sol français, ni anglais, ni allemand; il se trouve quelques pieds sous terre. »

Or la situation du prolétaire n'est pas symétrique de celle du bourgeois, pour qui il est assez tentant de se croire hors sol : importateur de travail bon marché, investisseur et exportateur au bout du monde, l'universalisme lui vient aussi facilement qu'à d'autres moments l'exaltation patriotique.

Pour le prolétaire, résister au patron, arracher des concessions, implique aussi de les consolider par des garanties, un statut, une réglementation, donc d'utiliser la législation du pays où il travaille (même s'il n'y est pas né). En l'absence de poussée des luttes prolétariennes, l'internationalisation du capital réussit mieux aux bourgeois qu'aux travailleurs, forcément pris dans la défense d'un cadre national qui leur apporte ou dont ils espèrent protection.

Conformément à ce qu'affirme Marx, de nombreuses luttes nées dans plusieurs pays ont tendu et tendent vers une communauté d'action par-delà les frontières. N'empêche, l'internationalisme n'est pas pour le prolétaire une évidence, et la solidarité toujours à construire, jamais acquise. La communauté prolétarienne de lutte n'est pas internationaliste par essence ou par principe. C'est la contrainte de se débrouiller au moins mal dans la concurrence à laquelle le travail est forcé, qui entretient nationalisme et réflexes identitaires. C'est une forme « naturelle » de résistance des salariés de se protéger derrière des barrières et, faute de mieux, souvent, de défendre ces barrières, y compris celles qu'offre l'État national.

Fin XIX^e siècle, on pouvait de moins en moins croire que le capitalisme déblayait le terrain pour le triomphe d'un mouvement prolétarien universel.

D'une part, même dans les pays les plus industrialisés, il n'absorbait pas l'immense majorité de la population dans une classe prolétarienne en lutte pour son émancipation. D'autre part, le nationalisme était indéniablement une force historique montante : à la fois dans les États existants (France, Allemagne, etc.), et chez les peuples dominés aspirant à leur indépendance (Pologne), sinon à une large autonomie (les Slaves dits du sud dans les Balkans).

Il n'est donc pas étonnant que les décennies précédant 1914 aient été la Belle Époque du militarisme affiché comme de l'antimilitarisme militant et des mobilisations pacifistes. Promesses de déclencher partout en Europe une grève générale en cas de mobilisation, slogan « guerre à la guerre » (éminemment ambigu, susceptible de justifier tout et son contraire)... avant d'aboutir au ralliement de presque chaque parti socialiste et syndicat à la cause de « sa » patrie respective. Engels voyait clair sur la possibilité d'une guerre européenne dévastatrice, mais s'illusionnait sur la capacité du mouvement ouvrier à y faire face.

Si l'union nationale l'a emporté sur la solidarité de classe, c'est qu'en 1914 dans chaque pays le mouvement ouvrier appartient à un ensemble national, davantage qu'en 1848 ou 1871, et d'autant plus qu'il y a conquis des droits et des positions. Revendiquer ce que la société capitaliste permet de moins mauvais (des réformes), prépare mal à refuser ce qu'elle impose de pire (la guerre). L'Union Sacrée pour la guerre – c'est-à-dire la défense de *son* pays – résulte de la réunion des classes dans la société en temps de paix.

Pour la II^e Internationale, « internationalisme » aura toujours signifié union *des nations* : polémiques théoriques, résolutions de congrès, manifs géantes... il n'y avait là aucune perception de la nation en tant que cadre historique consubstantiel au capitalisme. Pour cela, il aurait fallu une critique de l'État, et du capital.

A sa manière, l'Autriche-Hongrie illustre cette faillite. Dès 1899 à son congrès de Brünn (aujourd'hui Brno), la social-démocratie austro-hongroise avait donné priorité au fait national. Appliquant à lui-même ce principe, le parti se découpa selon les spécificités propres à chaque « peuple » de l'empire. Au bout de quelques années, l'autonomie des socialistes tchèques se transformait en indépendance, et ils formaient un parti et des syndicats séparés, avec pour effet de dissocier les travailleurs allemands des tchèques, et même de les diviser dans les zones (Vienne par exemple) où se mêlaient les deux populations. Cette séparation n'est d'ailleurs devenue effective que parce que sur le terrain, l'action des uns et des autres prolétaires restait à l'intérieur des limites de langue et de culture, parfois de religion : le mouvement ouvrier n'imposait pas d'en haut une division à une communauté de lutte « internationaliste »... qui avait grand mal à émerger. Après 1918, pourquoi l'Autriche-Hongrie éclate-t-elle, au lieu d'évoluer vers une fédération de même type que le Brésil ou les États-Unis ? Il manquait à l'empire autrichien une unification économique et sociale, une circulation fluide du capital comme du travail, une relative égalisation entre régions, une force qui les rapproche du centre de décision politique sans les étouffer ni les ignorer. A lui seul, un marché ne suffit pas : l'addition de consommateurs ne fait pas une cohésion. Des écarts de productivité – donc de développement – entre les différentes parties de l'empire encourageaient des forces centrifuges à se dissocier d'un centre lui-même incapable de les maîtriser. L'Autriche-Hongrie ne pouvait se transformer en État fédéral, parce que trop peu unifiée ni unificatrice, entre autres à cause de la domination de la classe dirigeante germano-hongroise (en réalité plus « allemande » que hongroise) qui tenait les fils du pouvoir, mais s'avérait inapte à animer et structurer des territoires disparates.

En 1918, Vienne devenait une tête amputée d'un corps lui-même démembré, et l'Autriche ne sera rattachée à l'État allemand que vingt ans plus tard, par la violence nazie, avant d'en être à nouveau séparée en 1945, par la guerre.

Communisme national

L'un des causes de l'élan prolétarien mondial consécutif à 14-18 est une réaction contre le nationalisme et la guerre impérialiste, rejet manifesté par la rupture avec la vieille Internationale et la création d'une nouvelle en 1919.

Un an plus tard, en juillet 1920, alors que l'Internationale Communiste tient son deuxième congrès, plus de dix-huit mois après leur prise du pouvoir, les bolchéviks se trouvent en guerre avec un État polonais disparu depuis 1795 et ressuscité en 1918. Grâce à sa renaissance, les prolétaires polonais cessent d'être opprimés en tant que prolétaires et Polonais pour ne plus l'être qu'en tant que prolétaires dans leur propre pays.

Sans entrer dans le débat entre Lénine et Rosa Luxemburg sur la « question nationale » (polémique portant autant sinon plus sur la nature du capitalisme lui-même), signalons la lucidité de Luxemburg devant le danger pour les prolétaires d'appuyer les luttes d'indépendance nationale, et pour les communistes de revendiquer un « droit des nations à l'auto-détermination ». Comme elle le constate en 1918 :

« 'État national' et 'nationalisme' sont, en soi, des moules vides dans lesquels chaque période historique et les rapports de classes dans chaque pays, coulent un contenu matériel particulier. [...] un axe passe à travers tous ces intérêts spécifiques et les oriente, un intérêt général créé par les particularités de la situation historique : l'offensive contre la menace d'une révolution mondiale du prolétariat. »

En particulier, Tchécoslovaquie et Yougoslavie s'avèreront des ensembles fragiles. La pluralité ethnique souvent citée (sur 15 millions de citoyens tchécoslovaques, on compte 3,2 millions de germanophones, 2 millions de Slovaques, 750.000 Hongrois...) n'est pas un facteur déterminant de désagrégation, qui tient surtout à l'incapacité du pays à rendre cohérente sa diversité : le cœur industriel de Bohême n'entraîne pas dans son essor l'Est slovaque, que seulement deux voies ferrées relient aux autres provinces. Comme l'avait annoncé Rosa Luxembourg, ces nouvelles constructions étatiques servaient à faire barrage à la contagion bolchévik, ainsi qu'à la puissance allemande : la France avait poussé à la création d'une « Petite Entente », formée de la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Pologne et la Roumanie, zone d'influence où le capitalisme français espérait s'assurer une clientèle.

En 1920, au milieu d'une guerre civile confuse entre Rouges et Blancs, Varsovie et Moscou se disputent les territoires des actuelles Belarus, Ukraine, Russie, Pologne et Lituanie. En avril 1920, la Pologne attaque mais, après de grands succès initiaux comme la prise de Kiev avec l'aide des nationalistes ukrainiens, la situation se retourne et l'Armée Rouge arrive à moins de 100 km de Varsovie. Grâce au soutien militaire et logistique français et britannique, l'armée polonaise repousse cette offensive et entre à nouveau en territoire russe, forçant le gouvernement bolchévik à signer la paix. La Pologne gagne un bout de Lituanie et un gros morceau d'Ukraine (qui ne reviendront à ces pays qu'après la seconde guerre mondiale).

Cette guerre contre la Pologne, les délégués du deuxième congrès de l'I.C., réunis au même moment à Moscou, en suivent les péripéties sur une grande carte placée au mur qu'ils s'empressent d'aller consulter entre chaque séance, considérant « *tout kilomètre d'avance de l'Armée Rouge [comme] un pas vers la révolution en Allemagne* » (Pierre Broué). En la personne de ses représentants, l'ensemble du communisme international voit dans l'échec de l'invasion du sol polonais un revers prolétarien, après avoir salué l'avance de l'Armée Rouge comme l'extension de la révolution à partir de son bastion russe.

Mais quelle révolution se déroule alors en Russie ?

L'été 1920, c'est quelques mois après la militarisation du travail, quelques mois aussi avant le début de l'écrasement de l'armée makhnoviste, moins d'un an avant Kronstadt (où l'État bolchévik réagit en *État*), tandis que des grèves ouvrières sont régulièrement brisées par la force. Ce pouvoir, en qui se reconnaissent incontestablement des masses de prolétaires en lutte dans le monde entier, n'a plus de prolétarien et de communiste que le fait de se revendiquer d'une révolution mondiale.

Pour ce qui est d'y contribuer effectivement, ce même deuxième congrès de l'I.C., contre la gauche communiste, se rallie à la nécessité de mener une activité électorale et parlementaire - position défendue mordicus par les bolchéviks (cf. *La Maladie infantile...* écrite par Lénine quelques mois plus tôt, largement diffusée aux congressistes).

Si l'Armée Rouge avait gagné la bataille de Varsovie et occupé toute la Pologne, le projet était d'y instaurer une « république socialiste soviétique », mais d'ores et déjà, en juillet 1920, le Parti des Travailleurs Communistes de Pologne (qui compte alors 7.000 membres, pour une population polonaise d'environ 25 millions) avait proclamé un « gouvernement révolutionnaire provisoire ». Pourtant les millions de tracts lancés d'avion promettant la nationalisation des usines et le pouvoir des conseils restent presque sans écho auprès du peuple polonais, prolétaires compris. Si ce gouvernement révolutionnaire avait vu le jour, il aurait bénéficié d'un très faible appui dans la classe ouvrière, et tiré avant tout sa force de la présence des troupes russes. Sous d'autres latitudes, on parlerait d'« État fantoche ».

L'État bolchévik faisait à la fois la guerre contre les forces contre-révolutionnaires *et* pour la défense du territoire national russe, renouant au passage avec la mainmise coloniale tsariste sur les territoires alentours. C'est une guerre nationale que livrait un pouvoir, de fait, avant tout russe.

« La civilisation se propage par la pointe de l'épée », se plaisent à dire les conquérants. Sans doute les délégués au deuxième congrès croyaient-ils que l'armée d'un pays peut exporter le communisme dans un autre.

* * *

Ces quelques points d'histoire étaient nécessaires pour cerner ce qu'est la nation, afin de poser la question : quel avenir pour la nation au XXI^e siècle ?

G.D., février 2019

Publié sur <https://ddt21.noblogs.org>

Lectures

Sieyès, *Travaux de l'Assemblée*, 12 août 1789.

https://www.persee.fr/doc/arcpa_0000-0000_1875_num_8_1_6382_t2_0422_0000_2

Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, 1882:

http://www.iheal.univ-paris3.fr/sites/www.iheal.univ-paris3.fr/files/Renan_-_Qu_est-ce_qu_une_Nation.pdf.

Shlomo Sand, *De la nation et du peuple juif chez Renan*, Les Liens qui libèrent, 2009. Pour une critique de cet auteur :

Shlomo Sand, *intellectuel critique*, 2017 : https://ddt21.noblogs.org/?page_id=1645

Benedict Anderson, *L'Imaginaire national* (1983), La Découverte, 2006.

Ernest Gellner, *Nations & nationalismes* (1983), Payot, 1989.

Edouard Dolléans, *Le Chartisme 1831-1848. Aurore du mouvement ouvrier*, Les Nuits Rouges, 2003.

Miklós Molnár, *Marx, Engels et la politique internationale*, Gallimard, 1975.

Engels, *La Nouvelle Gazette Rhénane*, 13 janvier 1849, « La Lutte des Magyars » :

<https://www.marxists.org/francais/engels/works/1849/01/fe18490113.htm>

Les théorisations marxistes peuvent étonner à notre époque, où seul le libéral irréductible adhère encore aux vertus civilisatrices du capitalisme. Partageant la vision progressiste dominante au XIX^e siècle, Marx et Engels estimaient l'étape capitaliste indispensable pour qu'émerge un prolétariat révolutionnaire. A la fin de sa vie, sans abandonner cette conception, Marx la nuancera beaucoup, en raison notamment d'une autre voie possible offerte par la commune rurale russe (*mir*). Cf.

Maximilien Rubel, *Karl Marx et le socialisme populiste russe*, 1947 :

https://www.marxists.org/francais/rubel/works/1947/rubel_19470500.htm

Mais cette perspective restera ignorée. A de rares exceptions, l'ensemble du mouvement socialiste puis communiste croira à la nécessité d'industrialiser le monde pour créer une classe ouvrière qui, ensuite, accomplirait sa révolution, et les populistes feront figure d'idéalistes passésistes, voire de réactionnaires. En 1899, dans *Le Développement du capitalisme en Russie*, Lénine affirme le *mir* historiquement condamné par une inévitable - et positive - marche en avant du capitalisme, et longtemps c'est cette leçon qui sera retenue.

Georges Haupt, Michael Lowy, Claudie Weill, *Les marxistes et la question nationale, 1848-1914*, Maspero, 1974. Nombreux textes, dont ceux de Marx, Engels, Luxemburg, Lénine, Pannekoek, les « austro-marxistes », etc.

Engels, compte rendu, rédigé par lui-même, de son intervention à la séance du 21 septembre 1871 à la Conférence de Londres de l'A.I.T :

<https://www.marxists.org/francais/marx/works/00/parti/kmpco73.htm>

Engels, lettre à Kautsky sur la question nationale et la Pologne, 7 février 1882 :

<https://www.dropbox.com/s/comv5ne56v65jb3/Engels%20%C3%A0%20Kautsky%20%28lettre%20du%207-2-1882%29.pdf?dl=0>

Rosa Luxemburg, *Fragment sur la guerre, la question nationale et la révolution* (1918) :

<https://www.marxists.org/francais/luxembur/spartakus/rl19180000.htm>

Rosa Luxemburg, *La Question nationale & l'autonomie*, Le Temps des Cerises, 2001.

Sur l'Europe après 14-18 : Margaret McMillan, *Paris 1919*, Random House, 2001.

Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale Communiste (1919-1943)*, Fayard, 1997, chapitre VIII.